



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
AUVERGNE

Aurillac, le 10 octobre 2008

Subdivision du Cantal
15 boulevard du Valenc
15000 – AURILLAC
Téléphone : 04 71 43 40 80
Télécopie : 04 71 43 40 89
Internet : www.auvergne.drire.gouv.fr



Département du Cantal
Demande d'autorisation d'exploiter une usine d'additifs
microbiologiques par la SAS LALLEMAND (actualisation)
Commune de SAINT-SIMON

Rapport de l'inspecteur des installations classées

I – INTRODUCTION

Dans un courrier reçu en préfecture fin décembre 2007 accompagnant un dossier complet déposé au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, monsieur Patrice LAFORCE, Directeur du site de Saint-Simon de la SAS LALLEMAND, dont le siège est situé 19 rue des Briquetiers à Blagnac (31), sollicite de Monsieur le préfet du Cantal l'autorisation d'exploiter, après modifications notables, une usine de fabrication d'additifs microbiologiques, située 4 chemin du bord de l'eau sur la commune de Saint-Simon.

L'exploitation du site a été autorisée en dernier lieu par arrêté préfectoral n°96-1368 du 16 août 1996.

De nombreuses évolutions réglementaires (modification et apparition de rubriques d'activités nouvelles dans la nomenclature des activités autorisées au titre de la réglementation relative aux installations classées – nouveaux textes), conjuguées à des évolutions des activités exercées sur le site (augmentation des capacités de production, avec notamment relèvement des puissances de compression) ont conduit à l'élaboration d'un nouveau dossier complet, sur demande de l'inspection des installations classées.



II – PRESENTATION DU DOSSIER DU DEMANDEUR

II - 1- le demandeur – les activités

2.1.1. – le groupe LALLEMAND

Le groupe LALLEMAND est un groupe canadien, constituant un des chefs de file mondiaux dans le domaine des levures et bactéries dites de spécialités. Il comprend des installations de production en Europe (France, Royaume-Uni, Danemark, Autriche, Estonie, Slovaquie) et en Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis, Mexique).

Les trois divisions opérationnelles principales de l'entreprise sont :

- la division nord-américaine des levures et ingrédients de boulangerie (Chicago USA)
- la division européenne des levures (Vienne Autriche)
- la division des spécialités (Blagnac France)

La division des spécialités, dont relève le site de production de Saint-Simon est très orientée sur la technique, avec recherche d'application nouvelles et innovantes des levures, des bactéries et ingrédients apparentés dans les aliments, les boissons fermentées, en nutrition humaine et animale.

2.1.2. – le site de SAINT-SIMON

Le site de Saint-Simon est l'un des trois sites du groupe (Saint-Simon, Milwaukee, Montréal) produisant des bactéries lyophilisées destinées aux industries agroalimentaires et pharmaceutiques (plus de 50 souches de bactéries). Il constitue un établissement de la SAS LALLEMAND dont le siège est à Blagnac (31), qui emploie au total 122 personnes et exporte 79 % de sa production. Le site de Saint-Simon emploie 40 personnes. Le chiffre d'affaires de la SAS LALLEMAND s'élève à 32 M€ (2006).

Le site de Saint-Simon a été créé en 1948 (société EQUILAIT) par les Caves de Roquefort pour développer la production de ferments pour la fromagerie. A partir de 1950, les techniques de lyophilisation des bactéries vivantes sont développées sur ce site. Une filiale, LYOCENTRE, est créée sur le même site pour répondre à la demande de l'industrie pharmaceutique qui recherche, au début de la généralisation des antibiotiques, des produits permettant de rééquilibrer la flore intestinale. Dans le même temps, EQUILAIT développe sa production de bactéries lactiques à destination de l'industrie agroalimentaire (fromagerie, salaisons) et de l'agriculture (ensilage). La filiale LYOCENTRE est cédée en 1970. En 1977, est reconstituée par EQUILAIT une activité pharmaceutique sous le nom de EQUIPHARM.

Le groupe LALLEMAND, spécialisé alors dans la production des levures pour la boulangerie et l'œnologie rachète en 1988 et 1989 les sociétés EQUILAIT et EQUIPHARM qui deviennent LALLEMAND SA.

Les locaux ont été agrandis en 2007 en vue d'augmenter les capacités de production. Une dizaine d'embauches est programmée à court terme (2008-2009) dans le cadre du développement des activités.

2.1.3. – les productions – les procédés

L'usine de Saint-Simon produit :

- des additifs microbiologiques pour l'agriculture : facteurs de croissance zootechniques, agents microbiologiques d'ensilage,
- des additifs microbiologiques pour l'agroalimentaire (œnologie, panification),
- des suppléments alimentaires type « probiotiques »
- des principes actifs pharmaceutiques

La production de bactéries se fait à partir de fermentations. La culture bactérienne est réalisée en laboratoire, transférée en milieu industriel dans des conditions stériles.

Après production, les bactéries sont concentrées en centrifugation puis congelées ou lyophilisées avant d'être conditionnées (poudre en vrac, sachets, gélules.....).

Le site de Saint-Simon est détenteur d'un agrément pharmaceutique pour la production des médicaments. Il est certifié ISO 9001 version 2000.

2.1.4. – les locaux

L'entreprise occupe des terrains d'une surface limitée (5000 m²) sur lequel sont installés des bâtiments sur plusieurs niveaux

- ancien bâtiment (1968) : 524 m² au sol sur 3 niveaux
- nouveau bâtiment (2007) : 686 m² au sol sur 2 niveaux

Deux grandes phases décomposent la production :

- production des biomasses bactériennes lyophilisées (réactivation de la souche, préparation de l'inoculum, fermentation, centrifugation, récolte de biomasse, lyophilisation, broyage). Dans cette phase interviennent notamment des procédés de fabrication de froid et de stérilisation.
- production de formulations commerciales (pesées, mélanges, préparation en salle d'ensachage, expédition).

Les stockages de matières premières et de produits finis sont réalisés dans le nouveau bâtiment.

2.1.5. – les activités de la nomenclature ICPE

Au regard de la nomenclature relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le bilan des activités exercées sur le site, s'établit selon le tableau suivant :

n°rubrique	désignation des activités	quantité	régime
2681	Microorganismes pathogènes (mise en œuvre dans des installations de production industrielle)	1500m ³ /an de classe 2, exprimés en milieu de culture de principes actifs pharmaceutiques (biomasses pour produits immuno-stimulants)	A
2915-1-a	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides a. la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 1 000 l	10 000 litres de fluide caloporteur utilisé pour la fermentation T° utilisation 120°C point éclair du fluide pur > 120°C utilisation dilué au tiers produit utilisé : Neutragel	A
2920-2-a	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa 1. comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 20 kW dans tous les autres cas a) puissance absorbée supérieure à 500 kW	880 kW groupes froids 800 kW compresseurs 80 kW	A
2685	Médicaments (fabrication et division en vue de la préparation de) à usage humain ou vétérinaire Installations employant du personnel défini à l'article R 5115-4 ou R 5146-10 du code de la santé publique	19 personnes employées	D
2921-1b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installation de) 1 – l'installation n'est pas du type « circuit fermé » b – la puissance thermique évacuée maximale est inférieure à 2 000 kW	1 tour aéroréfrigérante de puissance thermique 225 kW	D

Régime de l'activité : A = Autorisation - D = Déclaration

II - 2- Analyse des impacts :

A partir de l'analyse des études d'impact et de dangers présentées par le pétitionnaire, on peut résumer l'analyse des effets des diverses installations comme suit :

1. Eau :

Le site est alimenté par le réseau de distribution public. La consommation annuelle d'eau est de 12 550 m³ pour l'année 2006. Dans le cadre du projet, avec l'augmentation des capacités de production, elle est prévue à plus de 30 000 m³ par an. La consommation est pour 95 % liée à la production (fermentation).

L'abandon du refroidissement en eau perdue et l'amélioration des procédés de fabrication conduit à un abaissement du ratio volume d'eau consommée / volume d'eau de milieu fermenté qui devrait être divisé par 2 à l'horizon 2010 (cible 6 pour ce ratio).

Outre le réseau d'eaux pluviales, trois types de rejets aqueux sont présents :

origine des effluents	volume maximum	point de rejet final – type de rejet
eaux de refroidissement (pompes circuit de refroidissement, condensats, eaux de dégivrage)	10 000 m ³ /an	milieu naturel La Jordanne rejet en continu
eaux usées de rinçage et de nettoyage – eaux sanitaires	22 000 m ³ /an	STEP Saint-Simon rejet en continu
eaux usées très chargées (fermenteurs, Nettoyage En Place, centrifugeuse)	7 000 m ³ /an 15 à 18 000 m ³ /an à terme (>2011)	reprise dans cuve 50 m ³ puis évacuation vers STEP Souleyrie rejet en continu

Les valeurs de rejets réglementaires sont respectées et des conventions ont été passées avec les gestionnaires des stations d'épuration. La problématique de la non conformité de (s) (la) station (s) d'épuration amènera l'exploitant à examiner d'autres solutions, internes ou externes pour le traitement de ses effluents, en particulier pour les eaux usées très chargées.

2. Air :

Les rejets à l'atmosphère générés par les activités sont :

installations concernées	type de rejets	nature des rejets
installations de combustion alimentées au fioul chaudière sanitaire (694 kW) chaudière production vapeur (1050 kW)	poussières SOx NOx CO	canalisés, cheminées 15m
tour aéroréfrigérante (225 kW)	légionelles	diffus
poste de pesée manuel atelier fermentation	poussières	canalisé, rejet en façade
conditionnement des poudres	poussières	canalisé, rejet en façade

fermenteurs	vapeur d'eau	événements, rejets en façade
-------------	--------------	------------------------------

Les installations de combustion n'ont pas été réglementées par l'autorisation ICPE, n'atteignant pas le seuil de classement, il n'y a donc pas eu de mesures d'émissions sur les paramètres visées, hors contrôles de bon fonctionnement et de rendement. Les analyses périodiques sur la tour aéroréfrigérante réalisées depuis 2004 n'ont révélé aucun dépassement de seuil réglementaire à ce jour. Les émissions de poussières du poste de pesée de « l'atelier fermenteur » et du poste de conditionnement des poudres ont été mesurées en 2006, elles restent très en dessous de la valeur réglementaire (0,2 mg/l pour 100mg/l).

Les événements des fermenteurs sont équipés de filtres 0,2 permettant de retenir les microorganismes. Une stérilisation systématique est mise en place avant et après cycle de fermentation pour garantir l'absence de rejets de microorganismes.

En ce qui concerne les odeurs, après divers aménagements et après élimination des matières premières alimentaires génératrices d'odeurs, les activités exercées et les produits stockés ne sont plus générateurs de nuisances olfactives.

3. Impact sonore :

Les principales sources d'émissions sonores sont :

- les compresseurs et groupes froids
- les centrales de traitement d'air
- les installations de combustion
- les transferts (véhicules sur le site) et déchargements / chargements de camions.

Une activité existe sur le site 365 j/an. Certains ateliers fonctionnent en 3 x 8, le site étant en fonctionnement du lundi au samedi.

Les mesures des niveaux sonores réalisées révèlent des non conformités en termes d'émergences en zone réglementée, en particulier en période nocturne. Ces dépassements sont liés en premier lieu à la présence d'un équipement situé à l'extérieur, qui a été relocalisé à l'intérieur des locaux. De nouvelles mesures seront réalisées en configuration maximale.

4. Déchets :

La SAS LALLEMAND produit des déchets divers, dangereux ou banals, éliminés selon les filières réglementaires.

Les déchets industriels potentiellement dangereux sont plus particulièrement :

- les huiles usagées (environ 1 t/an)
- les emballages contaminés par des résidus dangereux (bidons)

Par ailleurs, le mode de gestion des eaux usées très chargées revient à considérer ces dernières comme des déchets liquides (2300 m³ en 2005), stockées provisoirement en cuve double paroi de 50 m³ avant enlèvement périodique par camion citerne.

Les déchets industriels autres sont valorisés (papier, carton, bois, plastique) sinon enfouis (non recyclables).

5. Transports :

Le trafic engendré par les activités de l'entreprise est estimé à un maximum de 10 camions par jour (livraisons / expéditions) et à 60 véhicules légers par jour (salariés et visiteurs).

6. Impact santé :

Compte tenu de la faiblesse des émissions potentielles de polluants pouvant avoir un impact sur la santé, relevée lors de l'étape de caractérisation de l'étude sanitaire, l'exploitant conclut qu'il n'est pas nécessaire de réaliser l'évaluation des risques sanitaires. Il retient cependant l'enjeu issu des nuisances sonores et rappelle l'engagement d'une nouvelle campagne des mesures après déploiement industriel.

7. Risques :

L'étude de dangers met en évidence les risques liés principalement à l'incendie.

Les scénarios qui ressortent de l'étude sont :

- l'incendie du stockage de matières premières (poudres)
- l'incendie du stockage de produits finis (poudres), expédition et chambre froide

La modélisation de ces scénarios est réalisée. Elle conduit à des effets significatifs qui restent dans les limites de propriété :

- le flux de 8 kW/m² n'atteint pas les bâtiments voisins (pas d'effet « domino » de propagation d'un incendie d'un bâtiment à un autre),
- le flux de 5 kW/m² (seuil des effets létaux) et de 3 kW/m² (seuil des effets irréversibles) restent dans les limites de propriété du site.

III – INSTRUCTION DU DOSSIER

L'instruction du dossier a été menée en application des articles R.512.1 et suivants du Code de l'Environnement (ex décret 77-1133). La demande a été jugée recevable par la DRIRE le 14 janvier 2008.

1- Enquête publique

1.1 déroulement :

L'enquête publique, prescrite par un arrêté préfectoral du 20 février 2008 s'est déroulée du 17 mars 2008 au 17 avril 2008.

Le siège de l'enquête publique était situé en mairie de Saint-Simon.

Le périmètre d'affichage s'étendait sur les communes d'Aurillac, Giou-de-Mamou, Jussac, Marmanhac, Reilhac, Naucelles, Velzic, Yolet.

Monsieur Guy MOUGEOT était désigné comme commissaire enquêteur.

1.2 avis exprimés :

Aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête publique.

1.3 avis du commissaire enquêteur :

Le 19 mai 2008, après avoir demandé des éléments d'information relatifs à la date de rénovation des réseaux de collecte des rejets aqueux, les résultats de mesures de bruits, la réalisation d'une clôture du site, les mesures prises pour supprimer les nuisances olfactives, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet tel qu'il a été présenté dans le dossier d'enquête publique, sur la base notamment :

- de l'impact relativement faible sur le plan visuel, des nuisances sonores et olfactives et des risques ;
- de la prise en compte dans le projet de la sécurité, des nuisances et dangers, de l'urbanisme, de l'environnement, du trafic routier, de l'hygiène et de la santé, des paysages, de la qualité architecturale du projet,
- de l'activité économique engendrée par cette usine sur la commune de Saint-Simon et les communes voisines,

- de l'absence d'observation portée au registre d'enquête.

2- Enquête administrative :

Les avis émis par les services et par les collectivités consultés sont résumés ci-après :

2.1 Avis exprimés par les services :

Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne (DRAC –10 mars 2008)

Cette direction indique que le projet d'aménagement ne donnera pas lieu à une prescription archéologique.

Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile (SIDPC – 7 mars 2008)

Ce service émet un avis favorable

Direction Départementale de l'Équipement (DDE- 9 avril 2008)

Cette direction indique :

- qu'un permis de construire modificatif concernant la surélévation en façade ouest a été délivré le 30 mars 2006,
- que le trafic correspond à 2,1 % du trafic de la route départementale 17,
- que l'établissement est répertorié en zone inondable par l'atlas départemental des zones inondables pour une crue centennale et qu'en l'absence de plan de prévention des risques inondations sur la commune, il est nécessaire que le pétitionnaire prenne toutes les dispositions permettant de mettre hors d'eau les produits dangereux.

Elle émet un avis favorable sous réserve que le pétitionnaire garantisse la mise en œuvre des dispositions précitées.

Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP-15 avril 2008)

Ce service indique que conformément au code du patrimoine, le projet d'extension est soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France pour accord de manière à proposer les conditions d'une extension en accord avec les lieux. Un soin particulier (choix des volumes, des matériaux, des tons) sera porté afin de favoriser l'intégration paysagère aux abords du bourg ancien, de la route départementale et des berges de la Jordanne.

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS-17 avril 2008)

Ce service donne un avis favorable sous certaines réserves relatives :

- à l'accessibilité,
- à la défense incendie extérieure, à compléter par une réserve d'eau (capacité mini 120 m³ utilisable en 2 h alimentée par le réseau public) ou par la création d'une aire d'aspiration balisée et accessible sur la rivière aménagée et utilisable en tout temps,
- la mise sous détection des points sensibles
- la mise en œuvre d'un système d'alarme généralisé, d'une procédure d'évacuation et d'un point de rassemblement ;

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF- 21 avril 2008)

Cette direction donne un avis défavorable dans l'attente de compléments au dossier relatifs à :

- la justification de l'aptitude des stations d'épuration recevant des effluents industriels à assurer leur traitement, les conventions avec la collectivité n'étant pas des justificatifs suffisants,
- l'évaluation d'incidence vis à vis de la zone Natura 2000 FR 830 1095 – lacs et rivières à loutres, l'installation étant située en bordure de la Jordanne concernée par ce zonage.

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS- 30 avril 2008)

Cette direction émet un avis favorable sous réserve :

- de la réalisation de mesures de bruit après mise en place des nouveaux équipements projetés, suivies le cas échéant des travaux de mise en conformité en cas de dépassement
- de la réalisation des mesures de poussières issues des rejets des deux chaudières, qui pourra utilement être prescrite dans le nouvel arrêté d'autorisation.

Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP- 30 avril 2008)

Cette direction indique que le dossier n'appelle pas de remarque particulière.

2.2 Avis exprimés par les municipalités :

Saint-Simon :

Dans sa séance du 4 avril 2008 , le conseil municipal donne un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la SAS LALLEMAND.

Yolet :

Dans sa séance du 4 avril 2008, le conseil municipal rend un avis favorable.

Reilhac :

Dans sa séance du 10 avril 2008, considérant que l'extension est liée à une réorganisation du site avec amélioration des conditions de production, l'augmentation des capacités de production entraînant le changement des éléments du dossier initial, le conseil municipal émet un avis favorable à la demande présentée par la SAS LALLEMAND.

Naucelles :

Dans sa séance du 28 avril 2008 émet un avis favorable à l'extension et à la réorganisation de l'exploitation de l'usine projetées.

Aurillac :

Dans sa séance du 28 avril 2008, le conseil municipal émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'installation classée dans la SAS LALLEMAND.

2.3 Avis non exprimés :

La DIREN et les conseils municipaux de Jussac, Marmanhac, Giou-de-Mamou et Velzic n'ont pas répondu dans les délais impartis.

2.4 Mémoire en réponse et commentaires de l'inspection des installations classées :

Les différents avis ont été portés à la connaissance du pétitionnaire qui a répondu par un mémoire en réponse en date du 13 juin 2008.

Risque inondation :

La commune de Saint-Simon n'a pas de plan de prévention du risque inondation existant ou en projet. Les données disponibles ne donnent pas d'indication sur les côtes NGF qui seraient atteintes par la crue centennale. En fait, l'atlas a été établi sur la base d'une méthode géomorphologique prenant en compte le comportement hydraulique des cours d'eau et les données géologiques de cartes au 1/25000 ou 1/50 000. Les effets précis d'une crue centennale sur l'emprise du site ne sont ainsi pas disponibles.

L'exploitant indique que LALLEMAND prendrait les dispositions nécessaires pour mettre en sécurité le site :

- les armoires de produits chimiques seraient déplacées sur le haut du site (+ 5m),
- les bouteilles de gaz (CO₂, acétylène, oxygène) sont stockées dans une cage métallique fermée ou en local fermé (propane), elles ne seront ainsi pas entraînées et elles ne présentent pas de risque de pollution des eaux,
- la cuve d'ammoniac (6 m³) et la cuve d'azote (40 tonnes) sont boulonnées sur leur socle,
- la cuve des eaux très chargées (capacité 50 m³) est enterrée et scellée dans le sol, elle est conforme à la norme NF EN 12 285-1

Une procédure spécifique sera écrite d'ici fin 2008 pour mettre en œuvre les dispositions.

Défense incendie:

La configuration topographique ne permet pas de faire le tour complet du site. Cependant, l'établissement est accessible par la route au niveau du rez-de-chaussée et du rez-de-jardin (côté Jordanne). L'entreprise se rapprochera de la Mairie de Saint-Simon pour étudier les possibilités évoquées par le SDIS en matière de défense incendie extérieure (courrier envoyé au maire le 13 juin 2008 en ce sens). De plus, l'utilisation du bief de l'ancien moulin comme appoint en cas d'incendie, prévu dans l'arrêté d'autorisation actuel (1996) reste d'actualité.

En ce qui concerne l'alarme, il n'existe pas à ce jour d'alarme généralisée sur le site. L'exploitant prévoit sa mise en place avant 2010. De plus, des procédures d'urgence comprenant la réalisation de fiches réflexes en collaboration avec les secours sera initiée d'ici fin 2008, elles identifieront les différents points dangereux.

Effluents aqueux :

L'aptitude de la station d'épuration de Saint-Simon à traiter les effluents du site n'a pu être déterminée, le pétitionnaire n'ayant pas eu de réponse à sa demande à la mairie formulée en octobre 2006 dans le cadre du montage du dossier.

L'exploitant indique que les eaux usées concernées par un traitement à la STEP de Saint-Simon ont des caractéristiques analogues à celles d'eaux usées domestiques.

En ce qui concerne les eaux très chargées, actuellement recueillies dans une cuve enterrée (50 m³) puis traitées comme des eaux usées à la STEP de Souleyrie, le pétitionnaire indique que :

- le volume avant projet, de 2400 m³/an va augmenter dans le cadre du projet, à 7000 m³/an à l'horizon 2010 et devrait encore plus que doubler à plus long terme, avec l'installation d'un nouveau fermenteur d'une capacité de 19 m³ ;
- l'évolution à moyen terme (2009) montre que les capacités de la STEP risquent de ne plus permettre de traiter tous ces effluents chargés.

En conséquence, il propose :

- une solution de court terme, avec traitement d'un tiers des rejets par une STEP extérieure via une convention de rejets
- deux pistes à moyen et long terme :
 - une station de prétraitement (étude en cours) abattant 95 % de la DCO, qui couvrirait les rejets annuels de LALLEMAND, et qui pourrait être installée à la STEP de Souleyrie . Une telle solution nécessiterait de renégocier la convention de rejets.
 - Une élimination en cimenterie après concentration par évaporation sous vide de l'effluent.

Evaluation d'incidence Natura 2000 :

Le site est situé hors zone naturelle remarquable, mais surplombe la rivière Jordanne concernée par le site Natura 2000 FR 830 1095 – lacs et rivières à loutres.

Le pétitionnaire indique que l'extension des locaux n'entraîne aucune modification de l'implantation du point de rejet dans la Jordanne par rapport à l'autorisation initiale. Le point de rejet ne présente pas d'obstacle à la circulation au niveau des berges. De plus le site n'utilise pas de poison contre les rongeurs. Ces points respectent les préconisations prévues sur le site Natura 2000.

Emissions sonores :

L'exploitant s'engage à réaliser les mesures de niveaux sonores après réalisation des aménagements prévus au dossier.

IV - AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

3.1 Situation avant projet :

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 96-1368 du 16 août 1996, dont les prescriptions visent les rubriques suivantes :

- mise en œuvre de microorganismes naturels pathogènes (rubrique 2691 pour 1500 m³/an exprimés en volume de milieux de culture), seule rubrique franchissant un seuil d'autorisation ;
- les installations de réfrigération et de compression d'air pour des fluides non inflammables et non toxiques (rubrique 2920-2b pour 117 kW en déclaration) ;
- la fabrication de médicaments (rubrique 273 bis en déclaration) ;
- le stockage d'ammoniac (rubrique 1136-4b en déclaration pour 16 bouteilles).

L'augmentation des capacités de production, à l'origine du nouveau dossier complet, s'accompagne du franchissement du seuil d'autorisation pour deux rubriques :

- la puissance des installations de réfrigération est multipliée par 8, franchissant le seuil d'autorisation de la rubrique 2920 (500 kW) ;
- la fermentation nécessite des procédés de chauffage utilisant 10 000 litres de fluides caloporteurs franchissant le seuil d'autorisation de la rubrique 2915-1a (fixé à 1 000 litres de fluides).

3.2 Avis et propositions de l'inspection des installations classées

3.2.1. analyse des questions et des propositions de réponse apportées par l'exploitant :

L'enquête publique n'a pas conduit à des observations de la part du public, entraînant un avis favorable du commissaire enquêteur. De même, le conseil municipal de la commune d'implantation (Saint-Simon) a émis un avis favorable sans réserves.

Les services ont émis des observations et des réserves que l'exploitant a pris en compte immédiatement ou dans le cadre d'engagements sur des études complémentaires repris dans son mémoire en réponse. C'est le cas notamment des vérifications de niveaux sonores, la protection incendie.

En ce qui concerne la gestion des rejets aqueux, il apparaît que malgré la convention de rejets validée par le gestionnaire de la station d'épuration, la charge à traiter correspondant aux effluents, notamment ceux très chargés issus des procédés de fermentation, ne peut l'être de façon satisfaisante. En effet, pour un procédé de fermentation donné, la charge est constante mais les volumes à traiter ont vocation à augmenter notablement (7000 m³/an en 2009 et jusqu'à 18 000 m³ à partir de 2011). Il est nécessaire que l'exploitant trouve rapidement une alternative à sa gestion actuelle des effluents. Une étude technico-économique est engagée (échéance fin 2008). Pour ce qui concerne les autres rejets aqueux, l'exploitant a indiqué qu'avec la mise en place de dispositifs (circulation en circuit fermé, recyclage d'eau, calorifugeages...), les volumes d'eaux rejetés sont amenés à diminuer à isoproduction. En particulier, le volume d'eaux de refroidissement (rejet au milieu naturel) estimé à 10 000 m³ dans le dossier sera ramené à 5000 m³ et le volume d'eaux usées de rinçage et de nettoyage estimé à 22 000 m³ dans le dossier sera ramené à 17000 m³.

L'inspection propose d'imposer les travaux correspondants aux deux paragraphes précédents.

3.2.2. remarques relatives à la réglementation :

3.2.2.1. Evolutions réglementaires

Différents textes ministériels sont apparus depuis l'autorisation préfectorale de 1996. En particulier :

- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements, à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 qui fixe les prescriptions relatives aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (répondant à une priorité nationale santé / environnement relative à la prévention de la légionellose) ;

- l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement, pris en application de la directive européenne dite « IPPC ».

Durant la procédure réglementaire, de nouvelles exigences sont apparues au travers de :

- l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées, visant en particulier les rubriques 2681 et 2915.

Les obligations correspondants à ces textes s'imposent à l'exploitant.

3.2.2.2. Classement et volume des activités

L'exploitant n'a comptabilisé dans son tableau de synthèse des activités au titre des installations classées que les équipements déjà en place au dépôt du dossier.

rubrique 2681 : mise en œuvre de micro organismes pathogènes. La mise en œuvre des équipements et les gains de productivité (activité sur 6 jours par semaine) tels que repris dans le dossier d'étude d'impact pourraient conduire à dépasser les 1500 m³/an de milieux de culture de principes actifs pharmaceutiques. La production à base de micro-organismes pathogènes représentant une part minoritaire (moins de 20% des productions), l'inspection propose de retenir la valeur de 1800 m³/an pour cette valeur.

rubrique 2920-2.a (installations de réfrigération et de compression). L'exploitant n'a comptabilisé dans son dossier que les équipements en cours d'installation à la date de dépôt du dossier, ce qui représente 880 kW (80 kW pour la compression d'air et 800 kW pour la réfrigération). L'inspection a identifié que la situation à terme nécessite une puissance de l'ordre de 1100 kW. Cette valeur ne modifiant pas le classement au titre de cette rubrique de la nomenclature des installations classées (autorisation à partir de 500 kW), l'inspection propose de retenir cette dernière.

3.2.3. principaux enjeux environnementaux :

Les principaux enjeux environnementaux liées à l'évolution des activités de la SAS LALLEMAND, identifiés via le dossier, les avis et réserves issues de la procédure d'instruction, et du suivi par l'inspecteur des installations classées concernent :

- les effluents aqueux, notamment les plus chargés : des difficultés de traitement de ces effluents par les gestionnaires des stations d'épuration qui les accueillent devraient conduire ces derniers à remettre en cause les conventions de rejet ou leur révision qui accompagnerait une augmentation de capacité de l'entreprise. L'exploitant doit engager les dispositions lui permettant de gérer ses effluents aqueux sans mettre en cause la capacité de traitement de la collectivité.
- les émissions sonores : compte tenu de l'implantation du site à proximité immédiate des tiers, l'exploitant doit réaliser les travaux indispensables au maintien d'émergences sonores acceptables.
- le risque d'inondation du site, mal défini, nécessite que l'exploitant prenne ses dispositions pour éviter tout entraînement des polluants, voire de dégradation de ses installations, dans le cas d'une crue centennale. Les éléments de réponse qu'il a apportés et la configuration de ses activités vérifiées par l'inspection des installations classées sur le site sont acceptables.

3.2.4. conclusions de l'inspection

L'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de donner une suite favorable à la demande présentée par la SAS LALLEMAND pour son site de Saint-Simon.

Un projet d'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions applicables et fixant certaines échéances, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.